



Le Monde
ETUDIANT

Découvrez les FLEURONS DE LA FAC

Fortes d'un excellent contenu académique et ouvertes sur le monde du travail, certaines formations universitaires peuvent constituer une alternative solide – et moins coûteuse – aux écoles de commerce.



L'université française a parfois bien du mal à valoriser ses initiatives les plus positives mais, en 2010, deux universités parisiennes ont su tirer un profit médiatique de deux événements organisés par leurs soins. Le premier a été orchestré par Paris-V : sous les dorures du grand amphithéâtre de la Sorbonne, la remise en grande pompe et tenue d'apparat de diplômes de doctorat à 300 étudiants. Show à l'américaine et belles images assurées. Le second a été savamment médiatisé par Paris-VII : l'arrivée du prix Nobel de physique 2006, l'Américain George Smoot. Ramdam dans la communauté scientifique et joli coup de pub auprès du grand public.

Ces initiatives ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Beaucoup d'universitaires se démènent au quotidien pour donner à la fac un autre visage que celui d'une institution en crise perpétuelle. Sans tambour ni trompette, à tous les niveaux et pour toutes les ambitions. En témoigne le succès de la Prep'ENA de Paris-I qui, cette année, a damé le pion aux IEP (institut d'études politiques) en faisant entrer onze de ses préparatoires à l'École nationale d'administration. « Cela démontre que les talents sont partout », relève l'ex-directeur de l'ENA, Antoine Durreleman.

Le Centre universitaire Jean-François-Champollion (Figeac-Albi-Castres) a pour sa part été distingué dans un classement ministériel qui lui a décerné la première place en termes de valeur ajoutée pour la réussite en licence de ses étudiants. « Pour le dire simplement, nous offrons le

3 QUESTIONS À

Simone Bonnafous, présidente de l'université Paris-Est Créteil

« *Le regard sur l'université change, les choses bougent* »

Chercheuse en sciences de l'information et de la communication, la présidente de l'Upec (université Paris-Est Créteil) revient sur les réformes récentes de l'université et sur sa mission d'insertion professionnelle.

Vous avez créé un portefeuille d'expériences et de compétences et une interface de communication avec les recruteurs. Qu'est-ce que cela change pour les étudiants ?

Simone Bonnafous.
On est vraiment dans un effort pédagogique du côté des étudiants et des employeurs. Il s'agit de leur permettre d'inflechir leur parcours et/ou de montrer ce que leur apportent leurs expériences extra-universitaires. Ce n'est pas une garantie à 100 %, mais c'est une contribution.

Quel bilan tirer de l'orientation active ?

S. B. C'est quelque chose qui s'améliore mais sur le fond

il y a toujours un problème. On ne peut pas empêcher quelqu'un de s'inscrire là où il ne réussira pas. Or c'est tout le système au niveau licence, BTS, DUT et CPGE qui aboutit finalement à ce que les étudiants (STG, bac pro) ayant besoin de plus de soutien se retrouvent dans les filières générales.

Depuis 2006, les réformes – Pres (1), LRU (2), plan campus... – se suivent mais semblent se limiter à changer les structures et les institutions. En quoi modifient-elles le quotidien des étudiants ?

S. B. Toutes les réformes institutionnelles n'ont pas forcément d'incidence sur le quotidien des étudiants.

Encore que ! Les Pres changent la vie des doctorants.

À Paris-Est, nous avons mis en commun les écoles doctorales de deux universités, de l'École vétérinaire de Maisons-Alfort, des Ponts et Chaussées et de l'ESIEE.

Nous avons développé de meilleurs séminaires, l'insertion professionnelle et l'enseignement des langues pour les doctorants.

La LRU inscrit, elle, l'insertion professionnelle au cœur des missions de l'université et celle-ci sera évaluée au niveau de l'établissement et au niveau national.

Tout change progressivement. Il y a un intérêt nouveau des entreprises et des élus.

Tout d'un coup, nous sommes devenus des gros employeurs



avec des budgets de recherche non négligeables. Nous l'étions déjà avant dans les faits, mais la perception a changé. Le regard change, les choses bougent. ■

(1) Les pôles de recherche et d'enseignement supérieur (Pres) regroupent universités et grandes écoles pour atteindre une certaine « masse critique » et accroître leur visibilité, notamment à l'international.

(2) Loi relative aux libertés et responsabilités des universités de 2007 leur donnant plus d'autonomie.

meilleur rapport qualité/prix », se félicite Jean-Louis Darréon, directeur du CUJFC. Dans un pays où 90 000 jeunes sortent chaque année avec un « bac+rien » du premier cycle universitaire, la plus-value apportée aux étudiants par ce centre universitaire « proche des vaches et des brebis » n'est pas négligeable.

Les IAE : chics et pas chers

Ce n'est pas le moindre avantage de l'université que de proposer de faibles frais de scolarité (174 euros en licence, 237 en master et 359 en doctorat). Ce bon rapport qualité/prix, c'est ce que revendique d'ailleurs Michel Bergognoux, le responsable du master gestion de patrimoine dispensé à l'université Clermont-I. Pour des frais universitaires s'élevant à 237 euros, ce master offre une formation très professionnalisante avec une quasi-certitude d'embauche, trois mois

après l'obtention du diplôme et des rémunérations moyennes annuelles oscillant entre 36 000 et 38 000 euros bruts. « Quand je vois les tarifs pratiqués en école de commerce, je rêve de ce que nous ferions si nous en avions ne serait-ce que le tiers ! », note Michel Bergognoux.

Comme à Clermont-Ferrand, certaines formations tournées vers le monde du travail offrent aujourd'hui des alternatives plus que crédibles aux écoles de commerce. Il en va ainsi à Paris-Dauphine ou dans les instituts d'administration des entreprises (IAE). Ces écoles de management universitaires constituent un réseau de 31 établissements répartis sur l'ensemble du territoire et accessibles dès la troisième année de licence. « Nous accueillons des étudiants de très bon niveau à l'entrée avec au minimum une mention assez bien. Beaucoup viennent pour un cursus en trois ans. Ce sont soit des L2 en sciences économiques, soit des DUT GEA (gestion des entreprises et des administrations), quelques DUT statistiques,

+13%

d'élèves ont placé l'université en premier vœu sur le site admission-postbac.fr en 2010 par rapport à 2009.

quelques prépa HEC », indique à titre d'exemple Laurent Bironneau, directeur de l'IGR-IAE de Rennes. Les IAE disposent d'une offre variée de masters en sciences de gestion (administration des entreprises, logistique, comptabilité-audit, marketing, banque, etc.). Sélectifs – 25 % d'admis en moyenne –, ils apparaissent très professionnalisants. Ainsi, l'IAE de Paris propose la totalité de ses formations en apprentissage. Tous ces ingrédients semblent séduire les recruteurs puisque, selon une enquête réalisée en 2009 par leur réseau, 92 % des diplômés des IAE trouvent un emploi moins de trois mois après avoir obtenu leur diplôme et 65 % sont recrutés par l'entreprise où ils font leur dernier stage ou dans laquelle ils ont travaillé en alternance.

Bien choisir son diplôme

Étudier est un métier et, pour réussir, mieux vaut être acteur de son parcours. Formations pléthoriques, intitulés illisibles pour les employeurs, diplômes sans débouchés, les pièges à éviter sont nombreux. « En licence pro comme en M2 (deuxième année de master), il y a des formations sur des créneaux qui sont trop étroits et il y a un problème avec le nombre de M2 [NDLR : plusieurs milliers], explique Denis Lamar, directeur général de l'Afij (Association pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés). Au sein des établissements, il existe des hiérarchies entre les M2. De loin, ça ne se voit pas mais au niveau local, c'est bien identifié ».

Avant de se lancer dans une formation, mieux vaut donc prendre le temps d'examiner attentivement certaines données de base. Car les diplômés qui marchent usent souvent de la même recette : bon taux d'encadrement, professionnalisation, stages en entreprise, réseau d'anciens élèves, apprentissage. La formation dispensée doit s'équilibrer entre intervenants extérieurs, qui assurent le lien avec le monde professionnel, et enseignants d'université qui garantissent la bonne tenue des savoirs et compétences académiques. Le stage et sa durée sont des éléments importants à prendre en compte dans votre choix. C'est en effet durant cette période que vous découvrirez le monde de l'entreprise et pourrez acquérir votre première expérience professionnelle. « Ce sont les stages qui m'ont fait comprendre les processus de recrutement », explique Laurianne Bonnet, qui suit un double master 2 droit des affaires et droit pénal à Paris-II Assas.

Il faut également lire attentivement les enquêtes d'insertion professionnelle qui font le point sur le nombre de répondants, les salaires, la nature des contrats et, bien sûr, la durée de l'insertion sur le marché du travail. Elles tendent aujourd'hui à se développer et leur absence est souvent mauvais signe. Sur le modèle de ce qui se pratique au sein des grandes écoles, le dynamisme du réseau d'anciens est aussi une preuve d'attachement des diplômés et sera plébiscité par les recruteurs. « Dans la vie, il n'y a pas que le diplôme, il y a aussi la capacité à entrer dans le réseau », rappelle ainsi Virginie Reitzer, déléguée générale du Club des entreprises de l'institut de management de l'université de Savoie. « Le parchemin, ce n'est pas tout », ajoute le président de Paris-II, Louis Vogel, pas peu fier d'avoir publié en 2010 le premier annuaire des anciens de son université. ■

GRÉGORY DANIEL



Dauphine a tout d'une grande

- C'était déjà la « fac du XVI^e arrondissement », l'incarnation de l'université pour riches, honnie par les opposants à la réforme Péresse de 2007 sur l'autonomie des universités. En décidant, début 2010, la transformation d'une vingtaine de ses masters en diplômes estampillés « grand établissement » accompagnée d'une augmentation substantielle des frais de scolarité (de 237 à 4 000 euros), Dauphine a dû une nouvelle fois affronter un flot de critiques sur un sujet – les droits d'inscription – politiquement très sensible. « Nous ne donnons de leçons à personne et nous ne voulons pas en recevoir », rétorque son président Laurent Batsch. Ce professeur de gestion préfère souligner la sous-dotations chroniques dont souffre son établissement. Il aime ainsi prendre pour exemple Sciences-Po Paris qui, selon les calculs de l'université, reçoit une contribution publique par étudiant de 8 400 euros quand Dauphine doit se contenter de 5 200 euros.
- Une comparaison avec Sciences-Po Paris pertinente à plus d'un titre. Mots pour mots, ces deux « grands établissements » aiment à se définir comme des « universités sélectives » et « professionnalisantes ». Ils ont su développer une vraie « marque » appréciée des recruteurs et jouent sans complexe dans la cour des grandes. « Nous sommes génétiquement des universitaires », nuance toutefois Laurent Batsch, critique envers le bachotage des prépas ou le « clanisme » de certaines écoles.
- Bénéficiant d'un taux d'encadrement élevé dans des champs académiques porteurs, les sciences des organisations et de la décision (gestion, économie, maths, informatique, droit, sociologie et science politique), Dauphine, désormais labellisée Equis (distinction européenne dont seules se prévalent les meilleures écoles de management), affiche des résultats d'insertion plus que flatteurs : 86 % des diplômés 2007 sont en contrat à durée indéterminée (CDI) pour un niveau moyen de rémunération brute annuelle de 43 000 euros et 79 % ont encore le sentiment que l'emploi qu'ils occupent correspond à leur formation. La durée moyenne pour accéder à l'emploi est de deux mois, la médiane étant d'un mois.